

Histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain

Sous la direction de **Christian Bardot**

ISBN : 978-2-7440-7273-4

Partie I – Les mutations de l'économie mondiale du début du xx^e siècle à nos jours

Thème 3 : Les expériences socialistes au xx^e siècle

1. *Le marxisme, l'histoire comme suite d'étapes obligées*
2. *1945-1991 : l'URSS au centre d'un système économique international*
3. *Les communismes et l'agriculture à l'échelle mondiale : un échec récurrent*
4. *L'Europe orientale et centrale, du bloc soviétique à l'émancipation*
5. *Sortir du communisme : les enjeux de la transition vers le marché et la démocratie*

1. Le marxisme, l'histoire comme suite d'étapes obligées

Tableau 3.1 – Les étapes de l'histoire selon le marxisme

SYSTÈME	FÉODAL	CAPITALISTE	SOCIALISTE	COMMUNISTE
ÉCONOMIE Base et forme de propriété	La terre ; le fief	L'industrie ; la propriété individuelle	L'industrie ; la propriété collective	L'industrie ; la propriété collective
SOCIÉTÉ Classes dominante/dominée	Seigneurs /serfs	Bourgeoisie/ prolétariat	Prolétariat	Société sans classes
POLITIQUE Forme de l'État	Monarchie évoluant vers l'absolutisme	Régimes parlementaires (monarchie ou république)	Dictature du prolétariat : démocratie populaire	Disparition progressive de l'État
Mode de passage d'un système au suivant	Révolutions libérales : 1776, 1789, 1830, 1848...	Révolution sociale du type (pour Marx) : juin 1848 et la Commune en France	Transition « douce »	

2. 1945-1991 : l'URSS au centre d'un système économique international

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS a refusé d'intégrer le système économique international défini par la conférence de Bretton Woods autour du dollar et des institutions économiques internationales (FMI, BIRD, GATT). Son rejet du capitalisme et de la légitimation libérale du commerce international explique ce refus. La conséquence en a été un commerce extérieur non seulement strictement contrôlé par l'État, mais aussi organisé avec des devises non convertibles et reposant largement sur le troc.

Pourtant, l'URSS a mis en place son propre système de commerce international avec les « pays frères ». Dans les années 1980, en dépit de l'essor des échanges avec l'Occident à partir de 1970, dans le cadre de la Détente, les deux tiers du commerce extérieur étaient toujours réalisés avec les alliés communistes. Mais celui-ci obéissait à des logiques autant politiques qu'économiques. Deux lignes de force principales peuvent être soulignées :

- Aider les pays en développement à orientation socialiste.

Cette aide prenait les formes classiques de prêts d'argent, d'envois de spécialistes, de formations de techniciens en URSS. Mais elle a également été organisée sous la forme d'achats de matières premières à des prix stables et dans une certaine mesure supérieurs aux prix mondiaux. L'exemple le plus connu est celui du sucre cubain. Privée du débouché américain du fait de l'embargo, l'exportation de sucre de canne, la première ressource de l'île, s'est réorientée vers l'URSS. Cet exemple a été cité pendant trois décennies pour souligner le contraste avec les achats occidentaux de matières premières soumis aux chutes brutales des cours et à la détérioration des termes de l'échange. Le cas était d'autant plus remarquable que l'URSS était plus ou moins autosuffisante en sucre de betterave : la dimension politique de l'échange était ici cruciale, la leçon donnée aux États-Unis méritait bien une coûteuse importation.

- Organiser une division internationale du travail au profit de l'URSS.

Les échanges avec les démocraties populaires d'Europe centrale et orientale, au sein du CAEM) sont désormais essentiels. D'une part, l'URSS est devenue le fournisseur naturel et indispensable de matières premières et surtout d'énergie pour tous ses satellites, par l'exportation de pétrole, de gaz naturel, la diffusion de sa technologie nucléaire. D'autre part, elle a organisé des coopérations industrielles complexes. Le meilleur exemple est sans doute celui de la Fiat 124, rebaptisée Jigouli en URSS ou Lada dans les pays socialistes. Les pièces détachées étaient fournies par tous les alliés du CAEM (sauf la Roumanie), plus la Yougoslavie, mais sans qu'il y ait spécialisation stricte : les batteries étaient fournies par la Bulgarie et la Yougoslavie, les phares par la RDA et la Tchécoslovaquie,... Le tout était assemblé en URSS dans la ville de Togliatti (nom du secrétaire général du parti communiste italien, qui avait supervisé l'accord de licence avec Fiat). Les fournisseurs étaient payés en voitures.

Cet exemple témoigne des limites de ce système commercial : toutes les démocraties populaires ayant imité le modèle économique stalinien, leurs spécialisations économiques sont rigoureusement similaires ; toutes sont en mesure de produire et exporter des produits manufacturés issus de l'industrie lourde, qui se retrouvent par conséquent en concurrence. Dès lors, l'organisation des échanges et de la

complémentarité ne relève pas d'une logique économique, mais d'arbitrages politiques qui laissent logiquement le dernier mot au « grand frère », l'URSS. Dans ces conditions, les avantages économiques de l'échange sont très limités : pas de réels gains de productivité, pas de spécialisation efficace et, en particulier, pas de puissance agricole capable de satisfaire, au moins en partie, les besoins de l'URSS.

En matière de commerce international comme pour le reste, le communisme organise le primat du politique sur l'économique.

3. Les communismes et l'agriculture à l'échelle mondiale : un échec récurrent

S'il est un domaine où les communismes ont systématiquement échoué, et où cet échec a eu des conséquences dramatiques, c'est bien l'agriculture.

Le constat est clair : partout, les régimes communistes ont abouti à des crises agricoles particulièrement sévères, accompagnées de grandes phases de famine. Les plus spectaculaires ont été celles consécutives au Grand Bond en avant chinois de 1958-1960 (vingt à quarante millions de morts, ce qui en fait la plus grande famine de l'histoire), et à la collectivisation stalinienne en 1931-1933 (six millions de morts, la majorité en Ukraine). On peut ajouter d'autres épisodes de famine en URSS (1921-1922, durant la guerre civile ; 1947), mais aussi la famine chronique du Cambodge Khmer rouge, qui contribua au génocide (1975-1979). Il y a également les famines africaines, qui ne sont pas propres aux pays communistes, mais qui ont pris une ampleur majeure au Mozambique et surtout en Éthiopie au début des années 1980. Encore au début du XXI^e siècle, la famine touche aussi bien la Corée du Nord (peut-être deux millions de victimes) que le Zimbabwe, ancien allié de l'URSS, tentant de mener à son terme la réforme agraire.

Ajoutons que dans les années 1980, ni l'URSS, ni l'Algérie n'auraient évité la famine s'ils n'étaient devenus de puissants importateurs de céréales (quarante-cinq millions de tonnes importées en 1981-1982 et 1984-1985 pour l'URSS). Cela montre qu'au-delà d'épisodes paroxystiques, l'agriculture soviétisée connaît une sous-production chronique, qui contraste avec l'explosion de la productivité et des rendements agricoles qu'ont connue les nations occidentales, au moins depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans le cas de l'URSS, les explications à la crise agricole sont assez claires. Le régime de 1917 était né à Petrograd, fruit d'une révolution qui se voulait ouvrière et qui fut en vérité le fait d'une mince « avant-garde » autoproclamée. Durant la guerre civile, le monde paysan a dû subir les réquisitions contraintes des bolcheviks venus de la ville, ce qui a créé un fossé de haine et de rancœur entre ruraux et urbains. La collectivisation forcée des campagnes a été conçue comme l'application du dogme marxiste-léniniste : pour Marx et ses épigones, obnubilés par l'usine mécanisée qui incarne la modernité au milieu du XIX^e siècle, seule la grande propriété autorise le progrès technique. En tous domaines, le socialisme suppose par conséquent de grandes entreprises. Cela vaut aussi pour le travail de la terre : Marx a eu des mots très durs, notamment dans ses analyses de la société et de la vie politique françaises (voir *Le Dix-Huit Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*) pour la petite paysannerie propriétaire accusée d'être une force de réaction, tant économique que sociopolitique.

Or les bolcheviks prennent le pouvoir en 1917 dans un pays dominé par une masse de *moujiks* qui aspirent à la propriété individuelle du sol. Ils masquent donc leurs intentions dans un premier temps : la nouvelle politique économique est un « Brest-Litovsk paysan ». Pour remettre le pays à flot après six ans de guerre étrangère puis civile, Lénine concède la liberté d'entreprise à la paysannerie. Mais cette concession est jugée insupportable par les militants communistes tant elle contredit le dogme. Le lancement d'une collectivisation forcée et accélérée des terres par Staline est donc à la fois un moyen pour lui de renforcer son autorité sur le PCUS, de financer à bon compte l'industrialisation (les denrées agricoles sont sous-payées aux paysans par les magasins d'État de façon à accumuler un capital orienté vers l'industrie) et de mettre définitivement au pas la paysannerie, accusée d'incarner, à travers le personnage du *koulak*, l'ancien monde « petit-bourgeois ». La paysannerie russe ne s'est jamais vraiment remise de cette véritable « guerre » que le régime lui a déclarée.

Il n'est donc pas surprenant qu'une même crise agricole ait également touché les autres pays devenus communistes : tous étaient majoritairement peuplés de paysans aspirant à la propriété du sol ; les nouveaux maîtres ont fait mine de recevoir leurs doléances pour parvenir au pouvoir, mais entendent ensuite privilégier l'industrialisation et le prolétariat d'usine, qui incarne l'avenir aux yeux des marxistes.

Même la Chine de Mao a connu ce grand écart entre promesse, réalité sociale et politique économique effective. Lors du Grand Bond en avant, alors que la réforme agraire est achevée, la création des vingt-six mille cinq cents communes populaires aboutit à une mobilisation de la main-d'œuvre pour de grands travaux, tout en la détournant des travaux agricoles, jugés secondaires. Ces communes sont définies comme des entités économiques propres, responsables de leur approvisionnement agricole et industriel. Chacune va donc se doter d'une large gamme d'industries : mini hauts fourneaux, engrais, textile... Le résultat est une catastrophe qui désorganise pour dix ans l'économie et provoque l'une des plus graves famines du siècle. Les raisons sont simples : dispersion des spécialistes et techniciens, par ailleurs souvent « punis » pour leur tiédeur, paralysie des transports dans la mesure où les matières premières doivent être acheminées dans toutes les directions, disparition des économies d'échelle par le passage du combinat de type soviétique à la micro-unité de production, impossible diffusion du progrès technique dans un espace économique désormais totalement décentralisé.

Au Cambodge, dans un schéma différent, le déplacement forcé des urbains dans les campagnes, leur mobilisation pour les travaux agricoles ne peuvent expliquer la famine par un problème de main-d'œuvre. Comme en Chine, c'est la désorganisation des circuits économiques, la pénurie d'engrais, de pièces détachées, qui annulent tous les éventuels résultats des grands travaux agricoles (irrigation).

Quoi qu'il en soit, le caractère général des crises agricoles qui ont frappé le monde communiste plaide pour une explication elle aussi générale : la réforme agraire collectiviste, appliquée (plus ou moins intégralement) partout, a uniformément provoqué le marasme agricole. En plus de l'incapacité générale des régimes communistes à gérer et diffuser l'innovation (alors même que la recherche chinoise en particulier a participé à l'émergence de la Révolution verte), la désincitation au travail des salariés agricoles et les problèmes structurels de transport se sont combinés pour rendre les agricultures communistes durablement sous-productives.

4. L'Europe orientale et centrale, du bloc soviétique à l'émancipation

a. Le temps des normalisations

- En RDA après 1953 et en Tchécoslovaquie après 1968, la normalisation s'avère particulièrement rigide.
- En Hongrie, après une période de répression très dure après 1956, le régime s'assouplit sur les plans économique et social, cherchant à favoriser une relative prospérité matérielle : c'est le « socialisme du goulasch », qui accorde une certaine latitude de gestion aux dirigeants d'entreprise. Dans les années 1980, l'approfondissement des réformes ouvre la voie à une transition progressive vers le capitalisme et la démocratie.
- La Pologne est particulièrement rétive à la tutelle de Moscou : le sentiment national s'est construit contre la Russie, et la méfiance à l'égard du puissant voisin est attisée par la Seconde Guerre mondiale (affaire de Katyn, annexion de l'Est du pays à l'URSS...) ; la prégnance du catholicisme bloque la diffusion dans la société du marxisme officiel, qui professe l'athéisme ; le nombre élevé de petits paysans a dissuadé le pouvoir de nationaliser les terres. Du coup, la normalisation post-1956 reste fragile. La montée en puissance dans les années 1970 d'une triple opposition au régime, intellectuelle, catholique et ouvrière, ouvre la voie à une contestation généralisée en 1980-1981 : les oppositions fusionnent autour du syndicat Solidarité animé par Lech Walesa. Le parti communiste polonais ne trouve son salut qu'en confiant le pouvoir à l'armée. Mais le général Jaruzelski est également incapable d'éliminer l'opposition passive de la population. Il doit d'autant plus temporiser qu'il est soumis aux pressions des créanciers occidentaux auprès desquels la Pologne est lourdement endettée.
- La Roumanie et la Bulgarie ne connaissent pas de mouvements de contestation comparables. La Bulgarie reste fidèle au « grand frère » slave, protecteur historique face à l'occupant turc. La Roumanie de Ceausescu se démarque diplomatiquement de l'URSS tout en maintenant une pratique « stalinienne » du pouvoir à l'intérieur.
- La Yougoslavie de Tito et l'Albanie sont à part. La première expérimente un « socialisme autogestionnaire » qui séduit plus les observateurs extérieurs que la population locale. La seconde suit la Chine après la rupture sino-soviétique de 1960 : s'isolant aussi bien de l'URSS que du voisin yougoslave, elle pratique une appauvrissante autarcie.

b. L'Europe centrale et orientale entre transition négociée et révolution

- Les transitions hongroise et polonaise s'amorcent, avec l'aval de Moscou, à partir de 1988. Elles se concrétisent au printemps 1989 par l'organisation d'élections libres. Le pouvoir communiste cède la place en douceur. Une telle transition ne pouvait se concevoir sans le réformisme gorbatchévien. Elle affecte les autres démocraties populaires.
- En RDA, l'effondrement du communisme est provoqué par la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Mais le mouvement de contestation a été enclenché par l'ouverture de la frontière austro-hongroise qui a provoqué dans la population est-allemande un puissant appel d'air en direction de la RFA via la Hongrie : les tentatives de retour à l'ordre des dirigeants est-allemands sont condamnées à l'échec dès lors que le Kremlin refuse l'appui militaire qu'ils sollicitent.
- L'onde de choc de la chute du Mur provoque la disparition des autres régimes communistes en un temps record, puisque tout est terminé fin décembre 1989. La « Révolution de velours » tchécoslovaque, la première, s'interprète plutôt comme une transition négociée de façon accélérée par des dirigeants qui cherchent à préserver l'essentiel. Si en Roumanie, il faut une vraie révolution pour venir à bout du régime de Nicolae Ceausescu, la transition bulgare se fait *a minima*, les dirigeants communistes réussissant à conserver les leviers du pouvoir.

c. Une variante : du communisme au nationalisme

Des leaders de régimes communistes aux abois ont essayé de jouer la carte du nationalisme pour se maintenir au pouvoir. Telle fut la tentative de Milosevic en Yougoslavie, avec les conséquences que l'on sait. Le contre-choc des révolutions de 1989 a finalement précipité l'éclatement dramatique de la fédération.

Hors d'Europe, en Corée du Nord, le régime ne peut nourrir son peuple mais ambitionne d'accéder à l'arme atomique. Ce pays illustre aussi un curieux scénario dynastique dans un système qui se prétend collectif. Ici, le fils succède au père. Cela dit, à Cuba, en 2008, le frère remplace le frère : un grand écart de plus entre les principes (l'avant-garde du prolétariat exerce une autorité aussi collective qu'impersonnelle) et la pratique du pouvoir en régime communiste.

5. Sortir du communisme : les enjeux de la transition vers le marché et la démocratie

La transition du socialisme/communisme au capitalisme est apparue dans la décennie 1990 comme quelque chose de tout à fait inédit, à laquelle très peu de personnes avaient réfléchi auparavant. Ce qui occupait les esprits, à gauche, c'était depuis le XIX^e siècle la transition du capitalisme au socialisme. Peu ou prou, le schéma marxiste d'une histoire humaine enchaînant fatalement des étapes obligées était omniprésent : les communistes français jugeaient encore en 1979 « globalement positif » le bilan de cinquante ans de régime soviétique ; plus critiques, les socialistes étaient tout de même nombreux à estimer qu'il incarnait malgré tous ses défauts une version de leur rêve ; fort rares en tout cas étaient ceux qui imaginaient possible un retour pur et simple au capitalisme. La transition post-communiste a dans ces conditions soulevé des enjeux à la fois intellectuels, politiques et économiques.

a. Enjeux politiques : stabilisation et apprentissage démocratique

La stabilisation politique est menacée par deux types de problèmes. D'une part, la question des nationalités, d'autre part, celle du rapport de force entre communistes (ou ex-communistes rebaptisés) et autres partis.

La question nationale a été essentielle pour au moins trois pays : l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie. Chaque fois, elle a abouti à l'éclatement du pays en plusieurs entités : les quinze anciennes républiques soviétiques sont devenues indépendantes en 1990-1991, les républiques yougoslaves se sont émancipées les unes après les autres de 1991 jusqu'à l'indépendance de la province du Kosovo en février 2008. Enfin, la scission tchécoslovaque a eu lieu en 1991. Ces scissions se sont accompagnées de guerres en Croatie, en Bosnie, en Tchétchénie, enfin au Kosovo. D'autres conflits plus limités ont eu lieu dans le Caucase, en Asie centrale, en Macédoine. Les embrasements ethniques ont donc été nombreux sur les décombres du communisme qui prétendait unir les prolétaires de tous pays, indépendamment de leur origine. Il faut souligner qu'avec environ cent trente-cinq nationalités recensées, la Russie reste un grand État multiethnique, où les Slaves ne représentent que 80 % de la population totale. La gestion de la question tchétchène est indissociable de la prise en compte du risque de nouvelle balkanisation de la Russie, ou du moins de certaines régions.

L'effacement des communistes a connu des rythmes et des ampleurs très variables d'un pays à l'autre. Partout, d'anciens cadres communistes ont investi les nouveaux partis ; ce fut par exemple le cas de Boris Eltsine à Moscou. Seuls les anciens dissidents persécutés par le régime ont pu se démarquer d'emblée du parti communiste, à l'image d'un Vaclav Havel en Tchécoslovaquie, ou d'un Lech Walesa en Pologne. Les pays d'Europe centrale et les pays baltes ont pu tourner la page rapidement, les communistes étant relégués dans l'opposition avant un éventuel éphémère retour au pouvoir. Ailleurs, ils ont conservé une place centrale dans l'équilibre politique national : ce fut en particulier le cas en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie-Monténégro, en Slovaquie, ou encore dans nombre d'anciennes républiques soviétiques, tout au long des années 1990 : Ukraine, Biélorussie, Géorgie, républiques d'Asie centrale. Avec le recul, on peut voir que cette distinction n'a pas eu de conséquences durables, tout au moins pour les PECO : le maintien des communistes n'a pas empêché, à moyen terme, une démocratisation en profondeur. Bien souvent, la montée en puissance d'une extrême droite nationaliste et xénophobe est apparue plus dangereuse que l'audience conservée des post-communistes. En revanche, cette distinction a eu des conséquences économiques importantes.

b. L'enjeu économique : transition graduée ou thérapie de choc ?

La transition est d'abord un choc économique. L'entrée dans l'économie de marché s'est partout accompagnée d'un effondrement de la production nationale :

Tableau 3.2 – Recul du PIB 1989 = 100

	Recul global	Période de plus fort repli
RDA	- 37 %	1991-1993
Europe centrale	- 70 %	1991-1993
Europe balkanique	- 50 %	1993-1995
Ex-URSS	- 50 %	1996-1998

La thérapie de choc a consisté à mener toutes les réformes de front, le plus vite possible, afin de permettre le retour rapide d'une croissance solide, car fondée sur des entreprises modernisées. Les inconvénients sont clairs : la restructuration d'industries obsolètes conduit à une forte poussée du chômage, les niveaux de vie de certaines catégories de la population se dégradent brutalement, les inégalités grandissent à vive allure. Mais les pays ayant choisi la « thérapie de choc », c'est-à-dire, avec quelques variantes, ceux de l'Europe centrale (Hongrie, Pologne, Estonie, Tchéquie), ont connu le rebond de la production le plus précoce et le plus net. À l'inverse, les pays ayant choisi de préserver leur industrie lourde au nom d'une certaine paix sociale, souvent dirigés par les ex-communistes, ont connu un marasme économique plus durable et une reprise plus hésitante, ce qui n'exclut pas un redressement spectaculaire ultérieur (cas de la Slovaquie).

En Chine, et au Vietnam dans une moindre mesure, l'ouverture économique contrôlée et limitée a provoqué l'évolution inverse. L'économie s'est trouvée progressivement mais fortement dynamisée par une ouverture économique à la fois sectoriellement et géographiquement restreinte. Dans le même temps en effet, le secteur de l'industrie lourde se trouvait protégé par le maintien des circuits économiques antérieurs. De ce fait, la question de la restructuration des grands combinats chinois n'a pas disparu, elle a été différée dans le temps. Les dizaines de millions de salariés en question restent toujours en attente de reconversion. Mais vis-à-vis de l'Europe orientale, les avantages de la formule sont certains : les quinze dernières années ont permis une (très) progressive acclimatation des logiques productivistes et capitalistes ; à l'heure de la restructuration, l'économie moderne capitaliste sera plus à même d'absorber le choc qu'au début du processus, comme ce fut le cas en Europe.

Un autre paramètre s'est avéré décisif dans l'efficacité et la rapidité de la transition économique : l'afflux des capitaux étrangers qui a fait de la Chine et de l'Europe centrale deux des plus fortes zones de croissance de la planète au début du XXI^e siècle. À l'inverse, les flux de capitaux se sont avérés beaucoup plus limités et hésitants en direction des Balkans, marqués par la guerre et l'instabilité, et de l'ex-URSS, dont la transition économique et politique ne manquait pas d'inquiéter durant toute la décennie 1990. La fin de la crise russe (1998-1999) et surtout le nouveau choc pétrolier du début du siècle ont refait de la Russie une destination attractive pour les flux de capitaux, la situation restant beaucoup plus problématique pour les autres républiques issues de l'URSS.

c. Succès et échecs des transitions : cinq trajectoires

À la lumière de ce qui précède, on peut définir cinq trajectoires pour les différents pays sortis du communisme à la fin du XX^e siècle :

- Une transition économique et politique réussie, couronnée par l'entrée dans l'Union Européenne : elle concerne les huit PECO ayant intégré l'UE en 2004, et dans une moindre mesure les deux l'ayant rejointe en 2007, la Roumanie et la Bulgarie.
- Une transition économique réussie, sans évolution politique notable à ce jour : c'est le cas de la Chine et du Vietnam.
- Une transition – redéfinition pour la Russie, qui, après un très profond déclin au cours des années 1990, prolongement de la brutale disparition d'un immense empire en 1989-1991, s'est spectaculairement replacée sur la voie d'un redressement à la fois politique, économique et géopolitique.
- Une transition – effacement pour les autres républiques de l'ex-URSS (hors Baltes), qui doivent encore trouver leur équilibre politique post-communiste et qui souffrent d'une très forte marginalité économique. À cette logique correspond également la transition – implosion de la Yougoslavie,

plongée dans près de vingt années de crises politiques et militaires, ainsi que le « retour à la normale » des communismes africains, dont les espoirs de développement restent minces.

- Enfin, la non-transition, le maintien d'un communisme de type stalinien caractérise Cuba et surtout la Corée du Nord.

On le voit, la sortie du communisme est d'autant plus aisée que les pays concernés peuvent s'insérer de façon positive dans l'espace économique mondialisé, ce qui est loin d'être le cas pour tous. Le dynamisme économique permet également d'effacer plus rapidement les séquelles des régimes communistes qui ont bouleversé, brutalisé, remodelé ces sociétés pendant plusieurs décennies d'expérimentations, avant une période plus ou moins longue de stabilisation. Restent, pour la plupart, la rancœur des souffrances subies et du temps perdu hors de la modernité, pour d'autres, la nostalgie d'un idéal avorté.